

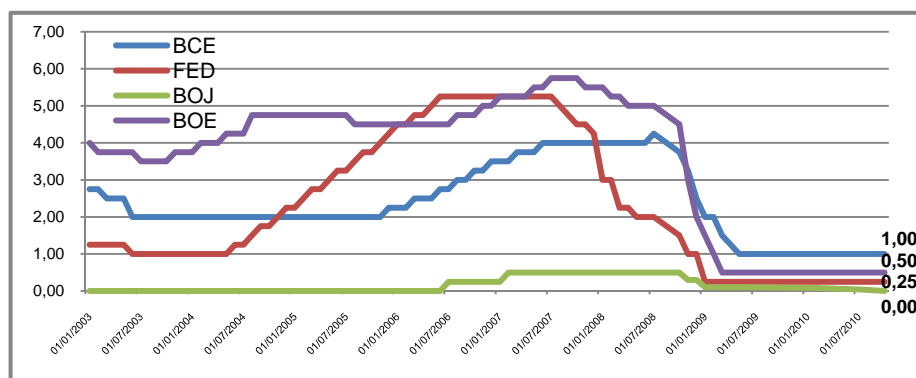
## 1 - Actualité nationale et internationale

### Taux d'intérêt

#### La BCE et la FED maintiennent le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 4 novembre 2010 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe que « les données économiques récentes confirment le diagnostic selon lequel la dynamique de fond de la reprise demeure positive et le contexte est empreint d'incertitude ».

Le Comité monétaire de la FED a maintenu le 3 novembre 2010 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. La FED a décidé d'accroître sa détention d'actifs en bons du Trésor en rachetant sur huit mois 600 milliards de dollars de bons du Trésor afin de soutenir le rétablissement de l'économie. Le PIB des Etats-Unis a progressé de 2 % en rythme annuel au troisième trimestre 2010 contre 1,7 % au second trimestre. En septembre 2010, les dépenses de consommation des ménages américains ont augmenté de 0,2 % par rapport à août. Les prix à la consommation (hors énergie et hors alimentation) mesurés en septembre sur un mois ont augmenté de 0,1 %. La production industrielle a reculé de 0,2 % par rapport à août.



### Chômage

#### Légère augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en France et du taux de chômage dans la zone euro

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits au Pôle Emploi s'établit à 2 697 100 à fin septembre 2010, soit une hausse de 0,2 % sur un mois en données CVS-CJO (+ 4 600 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 3,9 % (+ 2,9 % pour les hommes et + 5 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A croît de 16,6 %.

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10,1 % en septembre 2010 contre 10 % en août. Il était de 9,8 % en septembre 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % en septembre 2010. Il était de 9,3 % en septembre 2009.

### Inflation

#### Stabilité des prix en France ....

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,1 % sur un mois en septembre 2010 ; sur un an, il croît de 1,3 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 0,6 %.

#### Légère remontée de l'inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 1,9% en octobre 2010. En septembre, il était de 1,8 %.

## Asie/Pacifique

### La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 5 novembre 2010 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. La BoJ a abaissé de 2,6 % à 2,1 % ses prévisions de croissance du PIB pour l'année fiscale 2010. En septembre 2010, la production industrielle du Japon a baissé de 1,9 % par rapport à août. Les prix à la consommation, hors produits frais et énergie, ont reculé de 1,5 % sur un an en septembre. Les dépenses de consommation des ménages sont restées stables par rapport à septembre 2009. Le taux de chômage CVS est estimé à 5 % contre 5,1 % en août. En septembre 2010, les exportations et les importations ont crû respectivement de 1,4 % et de 9,9 % en glissement annuel et l'excédent commercial a progressé de 54 % en glissement annuel à 7 milliards d'euros.

### La Banque centrale de Chine a relevé ses taux directeurs pour la première fois depuis trois ans

La Banque centrale de Chine a relevé le 19 octobre 2010, pour la première fois depuis décembre 2007, son taux de prêt à un an en le portant de 5,31 % à 5,56 % ainsi que son taux de dépôt qui est passé de 2,25 % à 2,50 %. Le PIB chinois a crû de 9,6 % au troisième trimestre 2010 contre respectivement 11,9 % et 10,3 % au premier et au deuxième trimestre. En septembre 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13,3 % en glissement annuel contre 13,9 % en août. En septembre 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 3,6 % sur un an contre 3,5 % en août. Les importations ont augmenté de 24,1 % en glissement annuel. Les exportations ont crû de 25,1 % contre 34,4 % en août. L'excédent de la balance commerciale chinoise s'est élevé à 16,9 milliards de dollars.

## Informations bancaires

### Traitement du surendettement

Le décret n° 2010-1304 du 29 octobre 2010 et l'arrêté du 26 octobre 2010 parachèvent le dispositif de traitement du surendettement et du Fichier des incidents de crédits des particuliers (FICP) qui est entré en vigueur début novembre 2010.

La réforme du surendettement, qui a ce jour ne concerne pas la Polynésie française, a pour objet principal d'accélérer et de déjudiciariser les procédures de surendettement personnel où dans environ 95 % des cas, il appartiendra à la commission de recommander l'effacement des dettes sous le contrôle du juge. Par ailleurs, la commission pourra imposer des mesures ne touchant pas au capital de la dette (rééchelonnement, réduction de taux d'intérêt, report ou suspension d'exigibilité) qui deviendront exécutoires sans même que le juge n'intervienne. Enfin, la durée maximale des plans de surendettement est abaissée de 10 ans à 8 ans.

Corrélativement, les durées d'inscription au FICP sont réduites : en principe conservée pendant toute la durée d'exécution du plan de surendettement soit 8 ans au maximum, une inscription au FICP pourra être réduite à 5 ans si le débiteur exécute les mesures entérinées par la commission sans incident durant cette période. En cas de procédure de rétablissement personnel, la durée de l'inscription est également ramenée de 8 ans à 5 ans.

## Publications au Journal Officiel de la République

### Loi de régulation bancaire et financière

La loi n° 2010-1249 du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière a été publiée au Journal Officiel de la République le 23 octobre 2010. Le texte propose des mesures pour renforcer la régulation, la surveillance et le contrôle des acteurs et des marchés financiers. Les pouvoirs de l'AMF (Autorité des marchés financiers) sont renforcés pour les ventes à découvert, la régulation des marchés dérivés, le contrôle des agences de notation. La loi consacre le renforcement du contrôle du secteur financier et crée un Conseil de la régulation financière et du risque systémique composé de représentants de la Banque de France et d'autorités du secteur financier. Elle ratifie la création de l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) et lui confie le pouvoir de contrôle, d'encadrement de la rémunération des opérateurs de marchés et de contrôle des frais bancaires avec la possibilité de vérifier le respect de chaque engagement pris par les banques auprès du Comité consultatif du secteur financier qui se voit confier une mission d'observation des tarifs bancaires. L'article 81 de la loi prévoit la mise en œuvre au sein de l'IEOM et de l'IEDOM d'un observatoire des tarifs bancaires compétent sur chaque zone d'intervention des deux Instituts. La loi renforce les pouvoirs de sanctions de l'AMF et de l'ACP. Elle renforce également la sécurité des consommateurs de produits financiers avec l'obligation d'immatriculation des intermédiaires financiers sur un registre unique consultable par tous les consommateurs.

### Fonds de garantie des dépôts

Ont été publiés au Journal Officiel de la République du 1- octobre 2010, les arrêtés du 29 septembre 2010 du ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi relatifs :

- au niveau de la garantie et au délai de remboursement du Fonds de garantie de dépôts (relèvement de 70 000 à 100 000 euros de la garantie de dépôts par client et réduction à 20 jours ouvrables au lieu de 8 mois des délais de remboursement des déposants en cas de défaillance d'une banque) ;
- à l'appel de cotisations exceptionnelles au Fonds de garantie des dépôts (270 millions d'euros).

### Commission de la médiation de la consommation

Le décret n° 2010-1221 du 18 octobre 2010 relatif à l'organisation de l'Institut national de la consommation et des commissions placées auprès de cet institut a été publié au Journal Officiel de la République du 19 octobre 2010.

## Publications

### Autorité de contrôle prudentiel

Le rapport annuel 2009 de l'ACP est disponible sur :

<http://www.banque-france.fr/acp/publications/documents/2009-rapport-annuel-de-l-autorite-de-contrôle-prudentiel.pdf>

### Médiation du crédit aux entreprises

Le rapport d'activité octobre 2009-octobre 2010 est disponible sur :

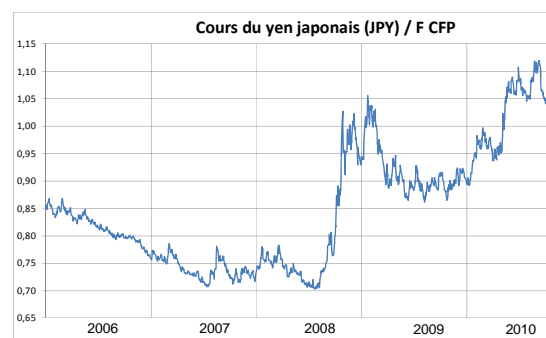
<http://mediateurducredit.e-catalogues.info/>

## 2 – Actualité régionale

### Asie/Pacifique

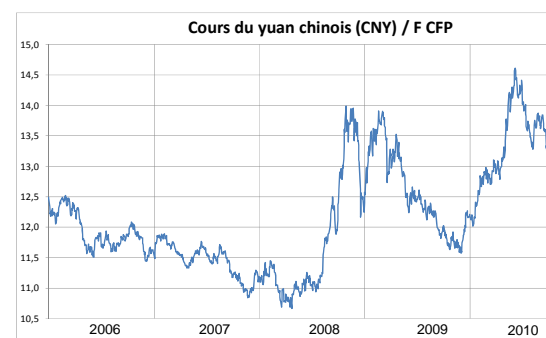
#### La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 5 novembre 2010 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. La BoJ a abaissé de 2,6 % à 2,1 % ses prévisions de croissance du PIB pour l'année fiscale 2010. En septembre 2010, la production industrielle du Japon a baissé de 1,9 % par rapport à août. Les prix à la consommation, hors produits frais et énergie, ont reculé de 1,5 % sur un an en septembre. Les dépenses de consommation des ménages sont restées stables par rapport à septembre 2009. Le taux de chômage CVS est estimé à 5 % contre 5,1 % en août. En septembre 2010, les exportations et les importations ont crû respectivement de 1,4 % et de 9,9 % en glissement annuel et l'excédent commercial a progressé de 54 % en glissement annuel à 7 milliards d'euros.



#### La Banque centrale de Chine a relevé ses taux directeurs pour la première fois depuis trois ans

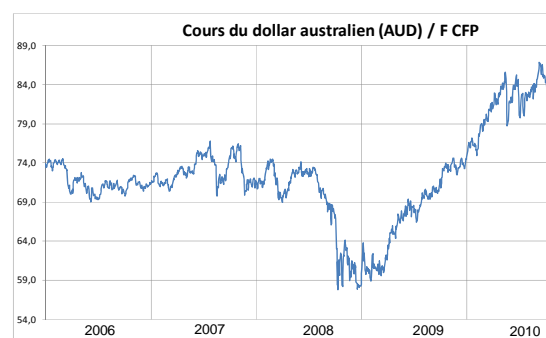
La Banque centrale de Chine a relevé le 19 octobre 2010, pour la première fois depuis décembre 2007, son taux de prêt à un an en le portant de 5,31 % à 5,56 % ainsi que son taux de dépôt qui est passé de 2,25 % à 2,50 %. Le PIB chinois a crû de 9,6 % au troisième trimestre 2010 contre respectivement 11,9 % et 10,3 % au premier et au deuxième trimestre. En septembre 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13,3 % en glissement annuel contre 13,9 % en août. En septembre 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 3,6 % sur un an contre 3,5 % en août. Les importations ont augmenté de 24,1 % en glissement annuel. Les exportations ont crû de 25,1 % contre 34,4 % en août. L'excédent de la balance commerciale chinoise s'est élevé à 16,9 milliards de dollars.



#### La banque centrale australienne relève son taux directeur

La banque centrale australienne (RBA) a décidé, le 2 novembre, de relever d'un quart de point son taux directeur, de 4,5 % à 4,75 %. Cette décision vise à contenir les risques potentiels d'inflation en raison de l'importance de l'excédent commercial, lié à la hausse des cours des matières premières.

Au troisième trimestre 2010, l'indice des prix à la consommation a crû de 0,7 % par rapport au deuxième trimestre 2010, et de 2,8 % en glissement annuel. Cette évolution est due à l'augmentation des prix des composantes « logement » (+2,3 %), « alcool et tabac » (+3,1 %) et « habillement » (+1,4 %).



#### La banque centrale néo-zélandaise maintient son taux directeur

L'indice des prix à la consommation au troisième trimestre 2010 augmente de 1,1 % par rapport au précédent trimestre. Cette hausse résulte de la progression des prix des postes « alimentation » (+2,4 %) et « logement » (+1,4 %), modérée par la baisse des prix de « l'habillement » (-0,8 %) et des « services aux ménages » (-0,6 %). En glissement annuel, l'indice croît de 1,5 %, soit l'évolution annuelle la plus faible depuis le second trimestre 2004. La banque centrale néo-zélandaise a maintenu, le 28 octobre, son taux directeur à 3,0 %.



## 3 – Brèves économiques locales

---

### L'Agence Française de Développement (AFD) engage 8,7 milliards de F CFP

L'AFD a approuvé, le 30 septembre, l'octroi de trois prêts d'un montant total de 8,7 milliards de F CFP en faveur de la Nouvelle-Calédonie. Un crédit de 3,6 milliards de F CFP, à un taux fixe de 2,27 % sur une durée de quinze ans, a été accordé au gouvernement pour permettre en partie le financement des opérations d'investissement sur la période 2010-2012. En contrepartie, le gouvernement s'est engagé à adopter et mettre en œuvre un schéma de l'énergie et du climat et à retrouver une capacité d'autofinancement positive. La Province Sud a également bénéficié d'un prêt de 3,6 milliards de F CFP pour financer son budget d'investissement et soutenir la construction de logements. Enfin, un prêt de 1,5 milliard de F CFP a été attribué à la Société d'équipement de Nouvelle-Calédonie (SECAL) en charge de l'aménagement de Dumbéa-sur-mer.

### Schéma industriel du nickel

Conformément à la proposition du dernier Comité des signataires de l'Accord de Nouméa portant sur l'élaboration d'un schéma industriel du secteur du nickel, Mme Anne Duthilleul, missionnée par l'État, s'est rendue sur le territoire pour recueillir les éléments de réflexion nécessaires à la définition de ce schéma. À cet effet, elle a rencontré les représentants du secteur du nickel et a piloté, le 11 octobre, le premier Comité mines et métallurgie, composé des signataires de l'Accord et de représentants des collectivités.

### Premiers comités de pilotage sur le suivi de l'Accord de Nouméa et sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Deux nouveaux Comités de pilotage ont été mis en place, le 21 octobre, sous la présidence du Haut-commissaire de la République. Le premier, dédié au suivi de l'Accord de Nouméa, doit assurer la réalisation par des experts indépendants d'un bilan global de cet accord. Le deuxième, baptisé « Avenir », porte sur l'approfondissement de la réflexion sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie à travers, notamment, des exemples issus des pays insulaires du Pacifique.

### Programme annuel de coopération entre la Nouvelle-Calédonie et le Vanuatu

Dans le cadre du programme 2010-2014 de la convention de coopération entre la Nouvelle-Calédonie et le Vanuatu, signée le 16 février 2010, la commission mixte chargée de la mise en œuvre de celle-ci et composée de représentants du Vanuatu, de la Nouvelle-Calédonie et de l'État français s'est réunie, le 21 octobre, à Port-Vila. Celle-ci a adopté le programme annuel de coopération pour 2010-2011 qui prévoit l'attribution de subventions, pour un montant total de 76 millions de F CFP, destinées à la réalisation de vingt projets dans les secteurs, notamment, de la santé, de l'éducation et de la formation.

### Loi de régulation bancaire et financière

La loi de régulation bancaire et financière, qui vise à renforcer la surveillance et le contrôle des acteurs et des marchés financiers conformément aux décisions du sommet du G20 de septembre 2009, a été adoptée par l'Assemblée nationale le 11 octobre et promulguée le 22 octobre. L'entrée en vigueur, le 25 octobre de cette loi en Nouvelle-Calédonie, se traduit notamment par la suppression des pénalités libératoires en cas de radiation du Fichier central des chèques ; l'amélioration de l'information au consommateur lors d'un regroupement de crédits ; et l'application des conditions prévalant en métropole lors de la modification des conventions de compte de dépôt.

### Promulgation d'une loi du pays relative à trois signes identitaires de la Nouvelle-Calédonie

La loi du pays relative à trois signes identitaires (hymne, devise et graphismes des billets de banque) a été promulguée le 9 septembre. À cette occasion, la publication du texte de loi dans le Journal officiel de Nouvelle-Calédonie du 30 septembre, est accompagnée des avis du Sénat coutumier, du Conseil d'Etat, du Conseil économique et social et du rapport de la commission spéciale du Congrès qui a été chargée d'examiner le projet de loi.

### Résultats du troisième trimestre 2010 pour le groupe Eramet

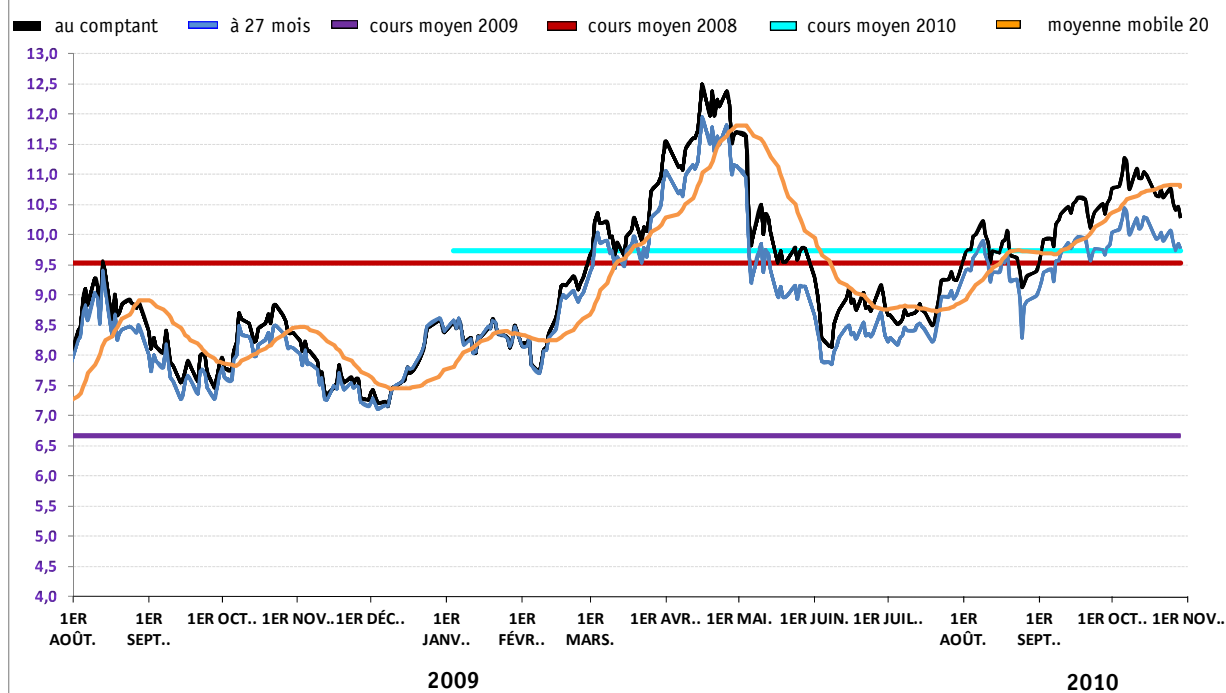
Le chiffre d'affaires du groupe Eramet, maison-mère de la SLN, a atteint 97,7 milliards de F CFP au troisième trimestre 2010, soit une progression de 29 % sur un an. Le chiffre d'affaires de la branche nickel, qui représente un quart du chiffre d'affaires global du groupe, progresse de 34 % en raison de la hausse du cours du nickel. En moyenne, celui-ci s'établit à 9,61 \$/lb au troisième trimestre 2010, en augmentation de 20 % par rapport à la même période de l'année précédente.

## 4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		oct.-10	135,7	0,0%	3,4%
Nombre de demandeurs d'emploi		sept.-10	6 980	-7,9%	9,1%
<b>COMMERCE EXTERIEUR</b> (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	sept.-10	9 612	11,1%	27,8%
	cumulées	sept.-10	89 808	-	50,0%
Importations	mensuelles	sept.-10	39 743	67,1%	124,7%
	cumulées	sept.-10	209 361	-	30,0%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
<b>NICKEL</b>					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		oct.-10	10,79	5,1%	28,5%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		oct.-10	926,65	-1,0%	37,0%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	sept.-10	402	0,9%	39,7%
	cumulées	sept.-10	3 151	-	41,5%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)	mensuelles	sept.-10	4 628	19,4%	14,3%
	cumulées	sept.-10	41 595	-	5,4%
<b>TOURISME</b>					
• Touristes débarqués	mensuels	sept.-10	9 881	14,4%	19,2%
	cumulés	sept.-10	67 959	-	-6,6%
• Nuitées	mensuels	août-10	42 477	-2,3%	-20,4%
	cumulés	août-10	338 041	-	-12,3%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		août-10	55,80%	+ 0,4 pts	- 7,3 pts
• Croisiéristes		sept.-10	132 233	-	34,8%
<b>BTP</b>					
• Ventés totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	sept.-10	14 514	-9,2%	14,8%
	cumulées	sept.-10	120 549	-	15,4%
• Index BT 21 (p)		sept.-10	133,53	1,1%	2,8%
• IRL (p)		sept.-10	108,74	0,2%	-0,4%
<b>CREVETTES</b>					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	sept.-10	49	-15,5%	-55,9%
	cumulées	sept.-10	737	-	-29,3%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	sept.-10	62	-16,2%	-55,7%
	cumulées	sept.-10	1 011	-	-20,8%
<b>COMMERCE AUTOMOBILE</b>					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	sept.-10	551	-11,7%	5,8%
	cumulées	sept.-10	5 481	-	2,5%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines

## ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse monétaire

en millions de F CFP	août-08	août-09	août-10	var 09/08	var 10/09
Circulation fiduciaire	12 235	13 110	13 356	7,2%	1,9%
Dépôts à vue	166 427	179 596	208 332	7,9%	16,0%
<b>Total M1</b>	<b>178 662</b>	<b>192 706</b>	<b>221 688</b>	<b>7,9%</b>	<b>15,0%</b>
M2-M1	71 759	86 109	91 498	20,0%	6,3%
<b>Total M3</b>	<b>395 809</b>	<b>426 612</b>	<b>491 565</b>	<b>7,8%</b>	<b>15,2%</b>

### Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	juin-08	juin-09	juin-10	var 09/08	var 10/09
Entreprises (p)	324 063	363 980	387 019	12,3%	6,3%
Ménages (p)	288 033	312 299	342 245	8,4%	9,6%
Collectivités locales (p)	37 770	34 731	52 139	-8,0%	50,1%
Autres agents de CCB non ventilés (p)	7 783	9 600	4 701	23,4%	-51,0%
<b>Total encours sain (p)</b>	<b>657 648</b>	<b>720 610</b>	<b>786 104</b>	<b>9,6%</b>	<b>9,1%</b>
Créances douteuses brutes (p)	14 749	14 593	15 932	-1,1%	9,2%
<b>Total encours brut (p)</b>	<b>672 397</b>	<b>735 203</b>	<b>802 036</b>	<b>9,3%</b>	<b>9,1%</b>

(p) : Chiffres provisoires

### Incidents de paiements

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements sur chèque	MM3*	oct.-10	1 536	-10,0%	1,6%
	cumulés	oct.-10	17 201	-	1,7%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3	oct.-10	206	8,6%	38,7%
	cumulés	oct.-10	1 696	-	10,3%

\* MM3 : Moyenne mobile sur trois mois

### Interdits bancaires

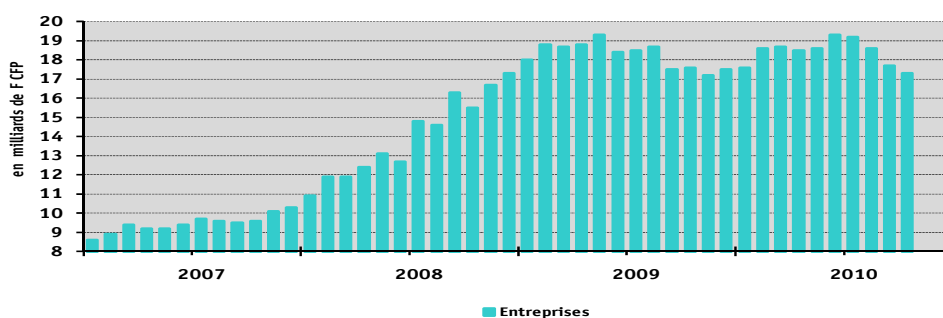
INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	oct.-10	6 296	-0,3%	5,8%
	dont personnes physiques	oct.-10	5 605	-0,1%	5,6%
	dont personnes morales	oct.-10	691	-1,1%	8,1%

### Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	oct.-10	7 775	5,9%	4,6%	
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	oct.-10	3 272	10,8%	13,8%	

### Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	oct.-10	17,3	-2,1%	-1,8%



## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	Var	
<b>Indice des prix à la consommation</b>	oct	131,3	135,7	3,4	
<b>Entreprises</b>					
nb d'entreprises (a)	sept	48 053	51 925	8,1%	
	dont nb d'entreprises individuelles (a)	sept	41 950	45 664	8,9%
créations d'entreprises	sept	3 492	3 854	10,4%	
cessations d'entreprises (p)	sept	1 810	1 580	-12,7%	
liquidations judiciaires (nb)	sept	68	110	61,8%	
redressements judiciaires (nb)	sept	61	60	-1,6%	
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	oct	639	691	8,1%	
ventes de ciment local (tonnes)	sept	102 817	120 234	16,9%	
importations ciment (tonnes)	sept	1 666	316	-81,0%	
total ciment (tonnes)	sept	104 483	120 550	15,4%	
importations de biens d'équipement (M FCFP)	sept	20 808	26 004	25,0%	
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	sept	6 974	6 522	-6,5%	
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	sept	2 914	3 215	10,3%	
<b>Ménages</b>					
emploi salarié (nb)	juin	82 489	84 886	2,9%	
dont secteur privé	juin	58 797	60 920	3,6%	
dont secteur public	juin	23 692	23 966	1,2%	
demandes d'emploi de fin de mois	sept	6 395	6 980	9,1%	
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	sept	7 145	7 671	7,4%	
chômeurs indemnisés	août	1 673	1 625	-2,9%	
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	oct	742,4	787,1	6,0%	
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	oct	5 310	5 605	5,6%	
décisions retraits cartes bancaires	oct	1 537	1 696	10,3%	
incidents paiements sur chèques	oct	16 906	17 201	1,7%	
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	sept	5 349	5 481	2,5%	
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	sept	11 336	12 615	11,3%	
importations de produits alimentaires (M FCFP)	sept	19 262	21 489	11,6%	
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	sept	10 673	12 006	12,5%	
<b>Echanges</b>					
nombre de touristes	sept	72 781	67 959	-6,6%	
nombre de croisiéristes	sept	98 091	132 233	34,8%	
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	août	57,0%	54,1%	-3,0pt	
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	oct	6,43	9,73	51,4%	
cours du nickel au LME en \$/lb	oct	8,40	10,79	28,5%	
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	sept	2 226	3 151	41,5%	
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	sept	8 581	18 307	113,3%	
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	sept	39 480	41 595	5,4%	
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	sept	45 131	66 688	47,8%	
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	sept	1043	737	-29,3%	
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	sept	1 276	1 011	-20,8%	
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	sept	54 989	86 007	56,4%	
part de ces produits dans le total des exportations	sept	92%	96%	3,90pt	
total des importations (M FCFP)	sept	160 993	209 361	30,0%	
total des exportations (M FCFP)	sept	59 858	89 808	50,0%	
taux de couverture	sept	37,18%	42,90%	5,7pts	
recettes douanières (M FCFP)	oct	33 503	36 749	9,7%	
<b>Indicateurs financiers (M de FCFP)</b>					
Dépôts à vue	août	179 596	208 332	16,0%	
M1	août	192 706	221 688	15,0%	
M2	août	278 815	313 186	12,3%	
Dépôts à termes	août	147 424	178 220	20,9%	
M3	août	426 612	491 565	15,2%	
P1	août	4 182	4 063	-2,8%	
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	4,94%	4,97%	0,03 pt	
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,65%	4,32%	-0,33 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	5,31 %	4,75 %	-0,57 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	17,03 %	17,91 %	0,88 pt	
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	juin	735 203	802 036	9,1%	
Ménages	juin	312 299	342 245	9,6%	
dont crédits à la consommation	juin	64 062	66 806	4,3%	
dont crédits à l'habitat	juin	247 092	272 310	10,2%	
Entreprises	juin	363 980	387 019	6,3%	
dont crédits d'exploitation	juin	79 502	71 048	-10,6%	
dont crédits d'investissement	juin	201 326	211 951	5,3%	
dont crédits à la construction	juin	76 227	94 729	24,3%	
Collectivités locales	juin	34 731	52 139	50,1%	
dont d'investissement	juin	31 085	43 380	39,6%	
Autres agents de CCB non ventilés	juin	9 600	4 701	-51,0%	
créances douteuses brutes	juin	14 593	15 932	9,2%	
taux de créances douteuses brutes	juin	2,0%	2,0%	0,0 pt	
ensemble des actifs financiers	juin	517 548	585 322	13,1%	
Ménages	juin	290 664	311 518	7,2%	
Sociétés	juin	156 203	191 809	22,8%	
Autres agents	juin	70 681	81 995	16,0%	
dont assurances-vie	juin	77 129	83 995	8,9%	

(p) : provisoire (a) : actualisé



## 2 - Actualité régionale

---

### Asie/Pacifique

#### La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 5 novembre 2010 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. La BoJ a abaissé de 2,6 % à 2,1 % ses prévisions de croissance du PIB pour l'année fiscale 2010. En septembre 2010, la production industrielle du Japon a baissé de 1,9 % par rapport à août. Les prix à la consommation, hors produits frais et énergie, ont reculé de 1,5 % sur un an en septembre. Les dépenses de consommation des ménages sont restées stables par rapport à septembre 2009. Le taux de chômage CVS est estimé à 5 % contre 5,1 % en août. En septembre 2010, les exportations et les importations ont crû respectivement de 1,4 % et de 9,9 % en glissement annuel et l'excédent commercial a progressé de 54 % en glissement annuel à 7 milliards d'euros.

#### La Banque centrale de Chine a relevé ses taux directeurs pour la première fois depuis trois ans

La Banque centrale de Chine a relevé le 19 octobre 2010, pour la première fois depuis décembre 2007, son taux de prêt à un an en le portant de 5,31 % à 5,56 % ainsi que son taux de dépôt qui est passé de 2,25 % à 2,50 %. Le PIB chinois a crû de 9,6 % au troisième trimestre 2010 contre respectivement 11,9 % et 10,3 % au premier et au deuxième trimestre. En septembre 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13,3 % en glissement annuel contre 13,9 % en août. En septembre 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 3,6 % sur un an contre 3,5 % en août. Les importations ont augmenté de 24,1 % en glissement annuel. Les exportations ont crû de 25,1 % contre 34,4 % en août. L'excédent de la balance commerciale chinoise s'est élevé à 16,9 milliards de dollars.

### Aide post tsunami au Samoa

Le mardi 2 Novembre, la banque mondiale a annoncé le déblocage de 10 millions de dollars au bénéfice des îles Samoa. Cette nouvelle ligne de crédit sera mobilisée sous forme de prêt à taux préférentiel sur une durée totale de quarante ans, avec un différé de remboursement de dix ans. L'objectif principal de cette assistance financière est d'aider le gouvernement à la reconstruction et à la réhabilitation des habitations les plus durement touchées par la vague dévastatrice du 30 septembre 2009.

### Horaire d'été à Fidji

Après une période d'interruption de 10 ans, depuis le 24 octobre dernier, les horloges ont été avancées d'une heure pour la seconde année consécutive, afin de donner à Fidji une position sur les fuseaux horaires de GMT+13 jusqu'au 6 mars 2011. Ce retour à l'heure d'été inciterait les Fidjiens à faire des économies d'énergie en profitant au maximum de la lumière du jour. L'objectif du Gouvernement est aussi de stimuler la consommation, y compris des touristes, en rallongeant les durées d'ouverture des commerces.

### Sécheresse dans le Pacifique Sud

Commune à la région Pacifique Sud, la sécheresse fait sentir ses effets. A Fidji c'est non seulement la chute de production dans le secteur de la canne à sucre, en pleine récolte ces trois derniers mois, mais surtout le niveau du barrage hydroélectrique qui alimente toute l'île principale de Viti Levu et donc la capitale Suva qui inquiètent. De nombreuses régions de l'archipel sont confrontées à d'importants déficits en pluviométrie mais jusqu'ici, le gouvernement a estimé que la situation n'était pas encore suffisamment grave pour déclencher un plan de type catastrophe naturelle assortie d'une déclaration de zones sinistrées.

## 3 – Brèves locales

---

### Bateau de pêche hauturière

Le thonier palangrier FAI MANU V, acquisition d'une société familiale nouvellement immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés, est arrivé au port de Mata'Ututu le vendredi 22 octobre 2010 en provenance de Tahiti. Long de 22 mètres, d'une capacité de cale de 70 m<sup>3</sup> et équipé d'une salle de découpe, FAI MANU V est le premier bateau de pêche hauturière de cette envergure à Wallis-et-Futuna. Le montant total de l'investissement est de 37,5 millions de FCFP, avec une participation de l'Etat au projet à hauteur de 48,3 % au titre de l'opération « subvention à la flottille hauturière », inscrite à la Convention de Développement 2003-2007. Les prises – thon jaune et thon germon - alimenteront le marché wallisien et futunien, avec un quota fixé à 90 tonnes par an, et pourront aussi être destinées à l'exportation.

### Religion et coutume à Wallis

Traditionnellement, les communions ont un caractère important dans la société wallisienne, et en particulier pour l'aîné de chaque famille. Toute la famille du communiant, se déplaçant parfois depuis la Nouvelle-Calédonie ou la Métropole, apporte des présents durant la semaine précédant la cérémonie : des objets traditionnels tels que des *tapa*, des *siapo*<sup>1</sup> et des nattes tressées à la main à partir de feuilles de pandanus ; des cultures vivrières et des cochons... La plupart de ces offrandes sont ensuite redistribuées et offertes aux religieux, aux coutumiers et aux familles qui ont participé à la cérémonie de la communion.

Pour les commerçants, le mois de septembre constitue la période où la demande est particulièrement forte comme en témoigne le niveau des importations au troisième trimestre qui affiche une hausse de 38% pour les biens alimentaires et de plus de 65% pour les meubles et articles d'équipements du foyer. Selon un groupement de femmes artisanes, la semaine des communions reste la période de l'année où elles réalisent la majeure partie de leur chiffre d'affaire annuel.

### Importations et recette fiscales

Les importations du Territoire durant les 9 premiers mois de l'année 2010 se révèlent supérieures de 20,7 % en montant à celles enregistrées en 2009 sur la même période.

Les taxes douanières correspondantes s'élèvent à 684,7 millions de F CFP, soit une hausse de 7,4 % en cumul par rapport à septembre 2009. Elles se composent de 25 % de droits de douane (perçus sur les produits en provenance de pays extérieurs à l'UE ou aux COM) et pour le solde des taxes d'entrée (perçues sur toutes les marchandises à l'entrée du Territoire). Ces recettes correspondent à 77,3 % des taxes douanières votées par l'Assemblée Territoriale aux budgets primitifs et supplémentaires 2010, ce qui laisse présager d'un taux de réalisation proche des prévisions budgétaires si le niveau des importations se maintient au 4ème trimestre 2010.

Pour mémoire, en 2009, le Territoire avait voté 1 092 millions de taxes douanières, les réalisations n'ont été que 80,3 %, soit un manque à gagner de 214,5 millions de F CFP, en raison d'une économie peu vigoureuse en 2009.

## 4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		3eT 2010	104,5	-	3,4%
SMIG mensuel en XPF		avr-10	82 206	3%	3%
Nombre d'emplois salariés		mars-10	2 024	-	2%
<b>Echanges extérieurs (millions de XPF)</b>					
Importations	mensuelles	sept-10	704	149,1%	78,1%
	cumulées	sept-10	4 107	-	22,1%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	sept-10	66	22,2%	-12,8%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	sept-10	685	-	7,4%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	sept-10	292	-	-3,9%
<b>SECTEURS D'ACTIVITÉ</b>			<b>Données brutes</b>	<b>▲/mois</b>	<b>▲/an</b>
<b>Energie</b>					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		2° T 2010	5 034	-	-0,4%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	oct-10	669	2,4%	-6%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	oct-10	187	16,5%	-1%
<b>Transports</b>					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	oct-10	2 074	-19%	-4,1%
	cumulé	oct-10	23 292	-	5,8%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	oct-10	1 156	-24%	12,5%
	cumulé	oct-10	10 688	-	-0,4%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	sept-10	3	-25%	-40%
	cumulées	sept-10	37	-	-17,8%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		oct-10	17	70%	-15%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

<sup>1</sup> Les *tapa* ou les *siapo* sont fabriqués à l'aide d'écorce de murier frappée et assemblée avec de l'amidon, puis décorés à l'encre de chine ou avec des colorants naturels.

## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

Hausse de la M3 sur le mois et sur l'année

en millions de F CFP	oct-09	sept-10	oct-10	▲/mois	▲/an n
Circulation fiduciaire	1 935	1 975	2 011	1,8%	3,9%
Dépôts à vue	1 909	2 689	2 939	9,3%	54,0%
<b>Total M1</b>	<b>3 845</b>	<b>4 663</b>	<b>4 950</b>	<b>6,1%</b>	<b>28,7%</b>
M2-M1	611	543	547	0,7%	-10,5%
<b>Total M3</b>	<b>5 153</b>	<b>5 722</b>	<b>6 014</b>	<b>5,10%</b>	<b>16,7%</b>

### Concours à caractère bancaire

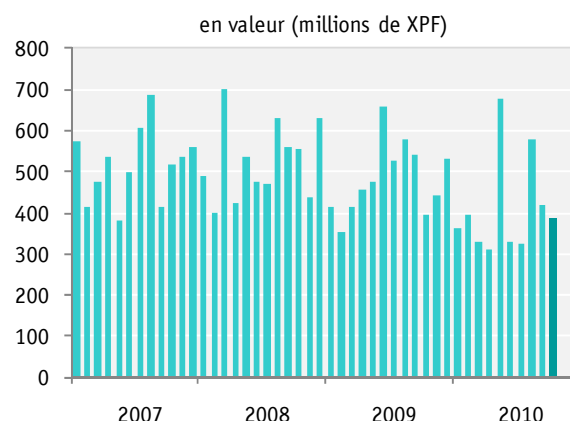
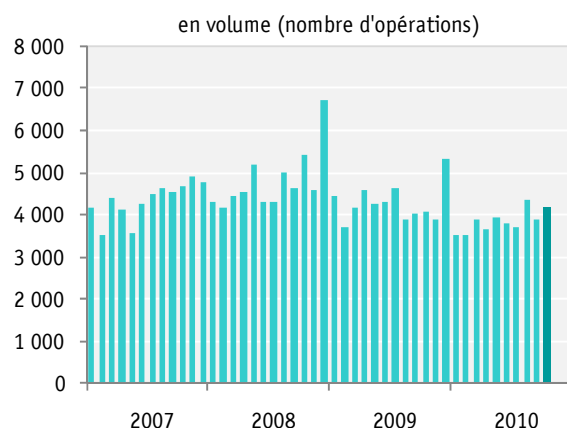
Poursuite de la baisse des concours bancaires

en millions de F CFP	sept-08	sept-09	sept-10	▲/an n-1	▲/an n
Crédits de trésorerie	1 000	995	826	-0,5%	-17%
Crédits à l'équipement	1 714	1 503	1 332	-12,3%	-11,4%
Crédits à l'habitat	656	507	374	-22,7%	-26,2%
Autres crédits	400	378	456	-5,6%	20,5%
Sous total	3 771	3 383	2 987	-10,3%	-11,7%
Créances douteuses brutes	707	763	777	7,9%	1,9%
<b>Total</b>	<b>4 478</b>	<b>4 146</b>	<b>3 764</b>	<b>-7,4%</b>	<b>-9,2%</b>

### Compensation

Reprise des opérations de compensation en volume

	oct-09	sept-10	oct-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 081	3 896	4 156	38 380	6,7%	1,8%
Compensation (en millions de CFP)	394	418	388	4 113	-7,1%	-1,5%



### Incidents bancaires

Hausse des incidents bancaires portée par les incidents de paiement par chèque

en nombre	oct-09	sept-10	oct-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	97	56	68	717	21,4%	-29,9%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	21	-	-

Interdits bancaires

Léger recul des interdits bancaires sur le mois chez les personnes physiques

en nombre	oct-09	sept-10	oct-10	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>445</b>	<b>450</b>	<b>446</b>	<b>-0,9%</b>	<b>0,2%</b>
- dont personnes physiques	434	438	434	-0,9%	0%
- dont personnes morales	11	12	12	0%	9%

Cotation

Augmentation du nombre d'entreprises éligibles sur le mois

en nombre	oct-09	sept-10	oct-10	▲/mois	▲/an
<b>Cotes valides</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	13	10	12	20%	-7,7%

## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	▲/an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	sept	101,03	104,5	3%
<b>Entreprises</b>				
nombre d'entreprises	sept	700	625	-11%
créations	sept	13	11	-15%
fermetures	sept	5	75	1400%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	oct	11	12	9%
importations de biens d'équipement (M XPF)	sept	521	578	11%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	sept	67	82	23%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	oct	63	52	-17%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)	mars	1 992	2024	2%
dont secteur privé	mars	779	845	8%
dont secteur public	mars	1 213	1179	-3%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 <sup>er</sup> avril 2010	472	486,4	3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	oct	434	434	0%
décision retrait cartes bancaires	oct	14	21	50%
incidents paiements sur chèques	oct	977	717	-27%
importations de produits alimentaires (M XPF)	sept	922	1306,1	42%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	sept	471	495,2	5%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	sept	152	155,4	2%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	oct	70	42	-40%
<b>Echanges extérieurs en millions de XPF</b>				
importations	sept	3 362	4107	22%
exportations	sept	-	-	-
recettes douanières	sept	949	984	4%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	sept	638	685	7%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	sept	304	292	-4%
<b>Indicateurs financiers</b>				
Dépôts à vue	oct	1 909	2 939	54%
M1	oct	3 845	4 951	29%
M2	oct	4 456	5 947	33%
Dépôts à terme	oct	697	516	-26%
M3	oct	5 153	6 014	17%
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	sept	1 510	1219	-19%
<i>dont crédits à la consommation</i>	sept	999	846	-15%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	sept	507	374	-26%
Entreprises	sept	1 387	1123	-19%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	sept	228	64	-72%
<i>dont crédits d'investissement</i>	sept	1 140	1 009	-11%
<i>dont crédits à la construction</i>	sept	0	0	-
Collectivités locales	sept	363	322	-11%
Autres agents et CCB non ventilés	sept	124	84	-32%
créances douteuses brutes	sept	763	777	2%
taux de créances douteuses	sept	18,4%	23%	+ 4,6 pt
ensemble des actifs financiers				
Ménages	sept	2 725	2 990	10%
Sociétés	sept	2 301	1 302	-43%
Autres agents	sept	4 075	4 850	19%
dont assurances-vie	sept	795	883	11%

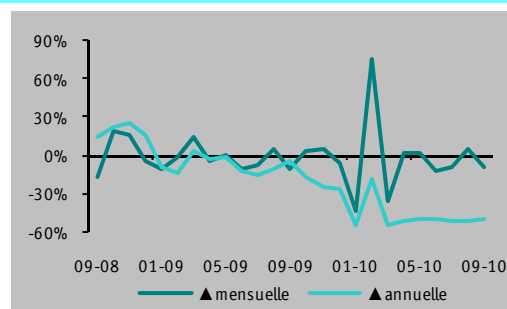
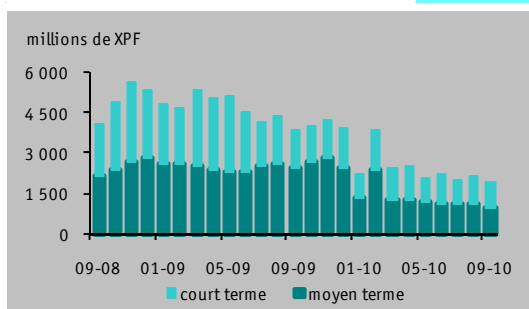
Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

## 2 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Refinancement des établissements de crédit

Moindre recours au refinancement en septembre

en millions de F CFP	sept-09	août-10	sept-10	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 418	997	980	-1,7%	-30,9%
Utilisations à moyen terme	2 409	1 100	918	-16,6%	-61,9%
<b>Refinancement total</b>	<b>3 828</b>	<b>2 097</b>	<b>1 898</b>	<b>-9,5%</b>	<b>-50,4%</b>



### Cotation

Progression du nombre d'entreprises éligibles au refinancement

en nombre	oct-09	sept-10	oct-10	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	4 792	6 209	6 288	1,3%	31,2%
dont ents.cotées sur doc.comptable valide	1 744	1 757	1 184	-32,6%	-32,1%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 082	1 295	1 398	8,0%	29,2%

### Compensation

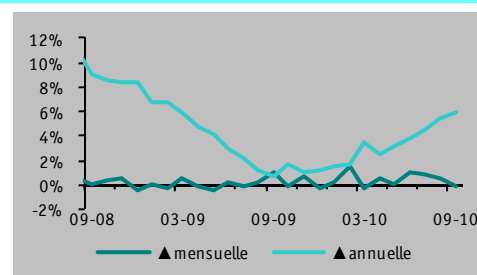
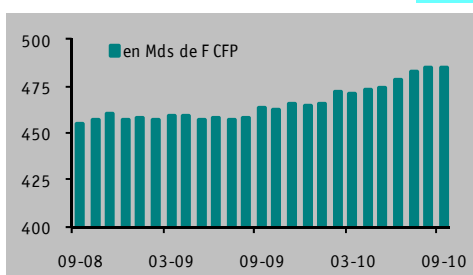
Recul sur le mois et en cumul annuel

	sept-10	oct-10	▲/mois	Cumul 2010	▲ cumul/an
Nombre	951 060	960 283	1,0%	9 709 135	-5,5%
Montant (millions de F CFP)	94 147	93 077	-1,1%	906 529	-2,5%

### Concours des banques locales à l'économie

Stabilité de l'encours global sur le mois, mais progression des créances douteuses

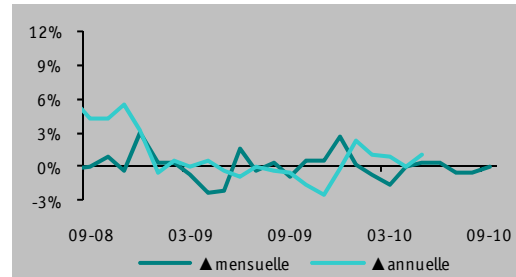
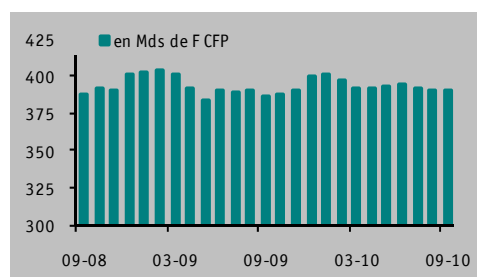
en millions de F CFP	sept-09	août-10	sept-10	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	132 441	140 987	139 128	-1,3%	5,0%
Crédits d'équipement	66 415	62 719	61 986	-1,2%	-6,7%
Crédits à l'habitat	154 368	154 797	154 919	0,1%	0,4%
Autres crédits	73 919	80 175	80 694	0,6%	9,2%
Créances dout. brutes	35 922	46 752	47 994	2,7%	33,6%
<b>Total CCB</b>	<b>463 065</b>	<b>485 430</b>	<b>484 721</b>	<b>-0,1%</b>	<b>4,7%</b>



## Masse monétaire

Stagnation en septembre

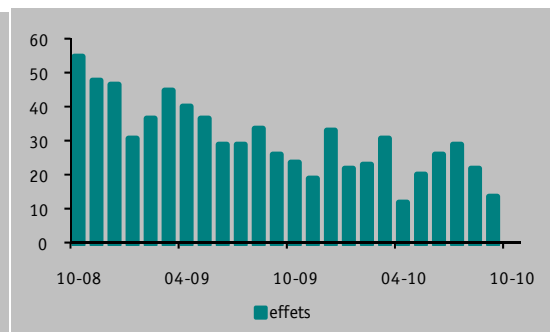
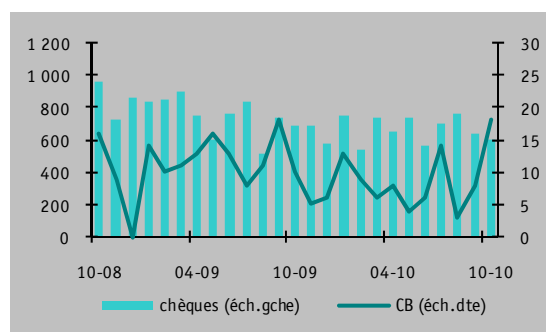
en millions de F CFP	sept-09	août-10	sept-10	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 384	14 553	14 345	-1,4%	7,2%
Dépôts à vue	146 705	149 376	150 933	1,0%	2,9%
Comptes sur livrets	105 461	109 931	109 385	-0,5%	3,7%
Comptes d'épargne logement	207	228	221	-3,3%	6,4%
Dépôts à terme	111 718	110 923	110 829	-0,1%	-0,8%
Autres	8 391	4 558	4 101	-10,0%	-51,1%
<b>Total M3</b>	<b>385 868</b>	<b>389 569</b>	<b>389 814</b>	<b>0,1%</b>	<b>1,0%</b>



## Incidents de paiement

Baisse sur le mois comme sur l'année

en nombre	oct-09	sept-10	oct-10	▲/mois	▲/an
<b>Incidents de paiements :</b>	<b>724</b>	<b>655</b>	<b>624</b>	<b>-4,7%</b>	<b>-13,8%</b>
- sur chèques	690	633	606	-4,3%	-12,2%
- sur effets	24	14	0	-100,0%	ns
- retraits de cartes bancaires	10	8	18	125,0%	80,0%



## Interdits bancaires

Diminution des interdictions bancaires sur les personnes physiques

en nombre	oct-09	sept-10	oct-10	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>3 919</b>	<b>3 878</b>	<b>3 769</b>	<b>-2,8%</b>	<b>-3,8%</b>
- dont personnes physiques	3 486	3 417	3 333	-2,5%	-4,4%
- dont personnes morales	433	461	436	-5,4%	0,7%

## 3 – Brèves économiques locales

### Diffusion du rapport Bolliet

#### Les préconisations pour un rééquilibrage des finances publiques

Dans le prolongement de la mission d'assistance de l'inspection générale des finances métropolitaine demandée par le gouvernement local, Madame Anne Bolliet est venue mi-octobre présenter les conclusions de son rapport final pour le redressement des finances publiques du Pays à l'horizon 2014. Les principales pistes d'action visent à :

- limiter l'intervention des pouvoirs publics locaux dans l'économie et recentrer l'action du gouvernement polynésien vers des objectifs prioritaires, « desserrer les contraintes protectionnistes » (baisses tarifaires à l'import, réglementation des investissements étrangers) et favoriser la concurrence ;
- réduire les dépenses publiques : baisse des dépenses de fonctionnement, notamment les frais de personnel, vente « d'actifs non essentiels » qui pourrait rapporter 166 milliards de F CFP, restructuration des services de l'administration, amélioration du fonctionnement de « satellites », voire leur suppression ;
- augmenter les recettes fiscales : dans un premier temps, par l'amélioration du recouvrement des impôts existants, la réduction des niches douanières (exonérations et détaxes carburant), le recentrage de la défiscalisation. Dans un second temps, par la refonte de la structure des impôts tant pour les entreprises que pour les ménages ;
- réformer la protection sociale pour retrouver l'équilibre dès 2011 : amortir le déficit cumulé de 15 milliards de F CFP prévu pour 2010 par la mise en place d'une contribution de remboursement sur les cotisants, « limiter la générosité des prestations maladie et retraite » (taux de prise en charge de la santé, âge de départ à la retraite et conditions d'accès à la préretraite...), augmenter les recettes (déplafonner les cotisations...).

Un certain nombre de recommandations du rapport Bolliet ont par ailleurs été retenues par l'AFD comme conditions préalables au déblocage de la seconde tranche du prêt de 5 milliards de F CFP sollicité par le gouvernement polynésien pour financer son budget d'investissement 2010. Au final, estimant certaines de ces conditions difficiles à satisfaire dans les délais impartis, le président du Pays s'est tourné vers l'émission d'un emprunt obligataire d'environ 11 milliards proposé par le groupe Dexia.

### Soutien de l'AFD à l'investissement des entreprises

#### 1,8 milliard de F CFP pour les PAI

Lors de son conseil d'administration du 30 septembre 2010, l'Agence française de développement (AFD) a décidé l'octroi d'une enveloppe de 1,8 milliard de F CFP pour alimenter le dispositif des prêts aidés à l'investissement (PAI).

Pour mémoire, le dispositif des PAI consiste en la mise à disposition de ressources bonifiées au profit des banques locales destinées au financement à taux réduits des investissements productifs des PME et des TPE.

Entre 2004, date de son introduction en Polynésie française, et 2009, ce dispositif a permis de financer 19 milliards de F CFP d'investissements, de sauvegarder plus de 8 500 emplois et d'en créer près de 700.

### Visite de la ministre de l'outre-mer mi-octobre

#### Présentation du projet de réforme de la loi électorale

M.L. Penchard, ministre de l'outre-mer, a dévoilé le projet de réforme de la loi électorale initié par le Président de la République en début d'année afin de restaurer la stabilité politique en Polynésie française. Reposant sur les recommandations du rapport Barthélémy, ce dernier prévoit notamment la restriction du recours à la motion de défiance contre le gouvernement et du renouvellement du bureau de l'Assemblée de Polynésie française et la limitation du nombre de ses représentants à 50 contre 57 actuellement. Afin de privilégier une représentation de chaque archipel en fonction de leur poids démographique, l'archipel de la Société (87 % de la population) devrait être regroupé en une unique circonscription, divisée en 4 sections (3 pour les îles du Vent et 1 pour les îles Sous-Le-Vent), avec un mode de scrutin proportionnel à deux tours, assorti d'une prime majoritaire. Pour les autres archipels, à configuration inchangée, un scrutin majoritaire à deux tours devrait être instauré. Les derniers arbitrages devraient être rendus prochainement en vue de la présentation du projet définitif en Conseil des ministres en fin d'année. Cette nouvelle loi électorale a été largement contestée par la classe politique locale.

#### Définition des grandes lignes d'une stratégie de développement du tourisme

Lors de son déplacement en Polynésie française en octobre 2010, M.L. Penchard a pris part à la présentation des recommandations d'Atout France pour une stratégie de développement du tourisme.

Pour atteindre l'objectif de 350 000 touristes en 2020, Atout France pose comme préalable la mise en œuvre d'une stratégie de reconquête immédiate des marchés naturels (France, Etats-Unis, Japon) et de diversification (Brésil, Chine), de redynamisation du secteur de la croisière, ainsi que d'une mise à niveau de l'environnement du secteur (Internet, lignes aériennes, hébergement, protection de l'environnement...). A moyen terme, l'amélioration de l'offre (embellir Papeete, porte d'entrée du pays, affermir le positionnement de la petite hôtellerie comme produit de charme, favoriser les projets hôteliers innovants, se focaliser sur les activités à fort potentiel comme, par exemple, le nautisme...) et de la demande (faciliter les transports, tant intérieurs qu'internationaux, élargir la distribution du produit...) sont préconisées.



Le Conseil d'orientation stratégique du tourisme (COST), créé par le ministre du tourisme polynésien en avril 2010, a également rendu public son plan d'action pour un développement durable du tourisme. Fruit de la concertation entre les intervenants du secteur touristique, ses principaux axes de développement à moyen et long termes rejoignent ceux d'Atout France.

### Projet portuaire à Moorea

#### Extension de la marina de Vaïare

Dans le cadre du schéma directeur 2010-2019 du Port autonome de Papeete (PAP), le projet d'extension de la marina du port de Vaïare (Moorea) devrait se concrétiser, à l'issue de l'enquête d'utilité publique et de l'étude d'impact préalables. Les travaux, d'un montant global de 2,5 milliards de F CFP, devraient commencer au deuxième semestre 2011 et s'étaler jusqu'en 2014-2015 pour aboutir au doublement de la capacité d'accueil actuelle (une centaine d'anneaux sur pontons).

### Edification du nouveau bâtiment administratif de l'Etat

#### Démarrage des travaux mi-octobre

M.L. Penchard, en visite à Papeete en octobre, a officiellement lancé les travaux de construction du nouveau bâtiment du Haut-commissariat qui devrait regrouper l'ensemble de ses services. Le coût de l'opération s'élève à plus d'un milliard de F CFP.

## 4 – Brèves économiques régionales

### Bonnes perspectives économiques pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande

#### Des économies favorisées par la vigueur de la demande de matières premières des pays émergents d'Asie

Selon les dernières prévisions du FMI (octobre 2010), l'Australie et la Nouvelle-Zélande, exportatrices de matières premières, devraient continuer à bénéficier de la vigueur de la croissance dans la zone Asie, notamment en Chine et en Inde.

#### Projections du FMI

Croissance annuelle PIB (en %)	2010	2011
Australie	3	3,5
NZ	3	3,2

(Source : FMI)

#### Australie : une croissance tirée par les exportations et le marché intérieur

Soutenue en partie par le dynamisme de sa demande interne, la croissance australienne est créatrice d'emplois, notamment dans le secteur minier (solde de +56 000 emplois à temps plein en août 2010, bien au-dessus de la prévision des économistes, autour de +20 000), permettant une stabilisation du taux de chômage à un niveau modéré (5,1% de la population active).

Les signes de vitalité de l'économie australienne ont propulsé sa devise vers un niveau record début novembre (1 AUD=1 USD). Lors de sa réunion du 2 novembre, la banque centrale australienne a augmenté son principal taux directeur, le cash rate, d'1/4 de point à 4,75% ; estimant que la croissance était proche de son potentiel, elle anticipe une possible accélération de la hausse des prix à moyen terme (tensions sur les salaires, explosion des investissements...). Pour l'heure, cette dernière reste comprise dans la fourchette de 2-3% ciblée par la Reserve Bank of Australia, la progression annuelle de l'indice des prix à la consommation ressortant à +2,8% en septembre 2010.

#### Nouvelle-Zélande : reprise plus lente, qui devrait bénéficier d'effets d'entraînement ponctuels en 2011

Si la Nouvelle-Zélande bénéficie également de la vigueur des économies asiatiques émergentes, elle n'en est pas moins pénalisée sur le plan intérieur par un taux de chômage toujours important (6,8% en septembre 2010, en hausse de 0,9 point par rapport à l'année précédente). L'absence de pressions inflationnistes (+1,5% en glissement pour l'indice des prix à la consommation en septembre) a conduit la banque centrale à maintenir l'Official cash rate, son principal taux directeur, inchangé à 3% à fin octobre.

Néanmoins, la croissance devrait être stimulée par le secteur du bâtiment (reconstructions après le séisme de septembre dernier) et par le déroulement de la coupe du monde de rugby en Nouvelle-Zélande en septembre 2011.

Les indicateurs de référence

	date	2009	m-1	2010	▲/mois	▲/an	
<b>Indicateurs macroéconomiques</b>							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	sept.	102,0	104,3	104,2	-0,1%	2,1%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	août	122,8	121,5	121,1	-0,3%	-1,4%	
Commerce extérieur							
	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	août	688	1 392	1 067	-23,4%	55,0%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	août	12 561	13 970	13 631	-2,4%	8,5%
						(source : ISPF)	
<b>Entreprises</b>							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	août	2 384	2 417	2 128	-11,9%	-10,7%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	sept.	156	139	168	20,9%	7,7%	
	<i>Camions</i>	sept.	6	13	6	-53,8%	0,0%
	<i>Camionnettes</i>	sept.	150	126	162	28,6%	8,0%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	oct.	433	461	436	-5,4%	0,7%	
						(sources : ISPF, IEOM)	
<b>Ménages</b>							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	août	1 936	2 432	2 186	-10,1%	12,9%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	août	2 702	2 976	3 011	1,2%	11,5%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	sept.	489	356	369	3,7%	-24,5%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	oct.	3 486	3 417	3 333	-2,5%	-4,4%	
						(sources : ISPF, IEOM)	
<b>Secteurs</b>							
<b>Agriculture</b>							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	août	122	584	616	5,5%	ns	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	août	88	99	102	3,0%	15,9%	
<b>BTP</b>							
Importations de ciment (en M F CFP)	août	36	114	55	-51,8%	52,8%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	août	98	160	147	-7,8%	50,4%	
<b>Industrie</b>							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	août	35	21	2	-90,5%	-94,3%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	août	114	64	63	-1,6%	-44,7%	
<b>Tourisme</b>							
Trafic aérien (nb)	sept.	43 268	53 747	42 777	-20,4%	-1,1%	
Nombre de touristes	juin	13 824	11 525	12 119	5,2%	-12,3%	
Taux d'occupation hôtelière	sept.	58,0%	67,3%	66,4%	-0,9 pt	+8,4 pts	
						(sources : ISPF, CPH)	
<b>Indicateurs financiers</b> (Encours banques locales en M FCFP)							
<b>Dépôts</b>							
Ménages							
	<i>Dépôts à vue</i>	sept.	57 232	58 155	58 620	0,8%	2,4%
	<i>Comptes sur livret</i>	sept.	98 864	103 434	103 038	-0,4%	4,2%
	<i>Dépôts à terme</i>	sept.	61 539	52 079	50 687	-2,7%	-17,6%
Entreprises							
	<i>Dépôts à vue</i>	sept.	68 223	76 695	76 963	0,3%	12,8%
	<i>Dépôts à terme</i>	sept.	38 349	42 467	44 608	5,0%	16,3%
<b>Encours bancaires</b>							
Ménages							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	sept.	89 477	86 833	85 926	-1,0%	-4,0%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	sept.	128 369	131 888	131 965	0,1%	2,8%
Entreprises							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	sept.	41 249	52 330	51 034	-2,5%	23,7%
	<i>Crédits d'équipement</i>	sept.	57 160	53 187	52 834	-0,7%	-7,6%
<b>Créances douteuses</b>							
	<i>Créances douteuses brutes</i>	sept.	36 102	46 766	47 409	1,4%	31,3%
						(source : IEOM)	

## 4 – Les taux

### TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

### TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,30% à 5,75% (Taux SGFGAS à partir du 01/10/2010)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

### TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

#### taux d'intérêt en fin de mois

	28/10/2010	30/09/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
EONIA	0,7850%	0,8780%	- 0,093 pt	0,4100%	+ 0,375 pt
EURIBOR 1 mois	0,8470%	0,6250%	+ 0,222 pt	0,4530%	+ 0,394 pt
EURIBOR 3 mois	1,0450%	0,8920%	+ 0,153 pt	0,7000%	+ 0,345 pt
EURIBOR 6 mois	1,2670%	1,1460%	+ 0,121 pt	0,9940%	+ 0,273 pt
EURIBOR 12 mois	1,5380%	1,4330%	+ 0,105 pt	1,2480%	+ 0,290 pt

#### taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		
<b>taux d'intérêt légal</b>		<b>JORF</b>
année 2010	0,65%	11/02/2010
année 2009	3,79%	11/02/2009

#### taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	28/10/2010	30/09/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
TEMPE	0,6967%	0,4431%	+ 0,342 pt	0,3476%	+ 0,437 pt
EURIBOR 1 mois	0,7830%	0,6180%	+ 0,165 pt	0,4790%	+ 0,304 pt
EURIBOR 3 mois	0,9970%	0,8800%	+ 0,117 pt	0,7120%	+ 0,285 pt
EURIBOR 6 mois	1,2240%	1,1370%	+ 0,087 pt	0,9950%	+ 0,229 pt
EURIBOR 12 mois	1,4960%	1,4200%	+ 0,076 pt	1,2420%	+ 0,254 pt
TMO	3,0200%	2,9400%	+ 0,080 pt	3,7400%	- 0,720 pt
TME	2,8200%	2,7400%	+ 0,080 pt	3,5400%	- 0,720 pt
TRBOSP	3,1600%	2,9500%	+ 0,210 pt	3,7600%	- 0,600 pt

#### Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average  
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA  
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate  
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)  
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)  
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

#### taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	28/10/2010	30/09/2010	31/12/2009	28/10/2010	30/09/2010	31/12/2009	28/10/2010	30/09/2010	31/12/2009
taux JJ	0,300%	0,280%	0,145%	0,095%	0,085%	0,430%	0,530%	0,595%	0,465%
3 mois	0,405%	0,386%	0,375%	0,150%	0,270%	0,305%	0,900%	0,840%	2,850%
10 ans emprunts phares	2,690%	2,570%	3,840%	0,900%	0,940%	nd	3,140%	2,820%	3,020%

### TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,05%
Prêts à taux fixe	5,60%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,09%
Prêts à taux variable	5,05%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,79%
Prêts relais	6,27%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,59%
<b>Crédits de trésorerie</b>		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,60%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,32%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,32%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,15%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

### TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	86,1166	1 NZD/XPF	65,2799	1 HKD/XPF	11,1040	1 GBP/XPF	137,3840	
100 JPY/XPF	106,6700	1 AUD/XPF	83,9419	1 SGD/XPF	66,4135	100 VUV/XPF	89,5682	1 FJD/XPF	46,8869

Directeur et responsable de la publication : Y. BARROUX

Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS

Dépôt légal : novembre 2010 – Achevé d'imprimer le 9 novembre 2010 – N°ISSN 1955-8376

